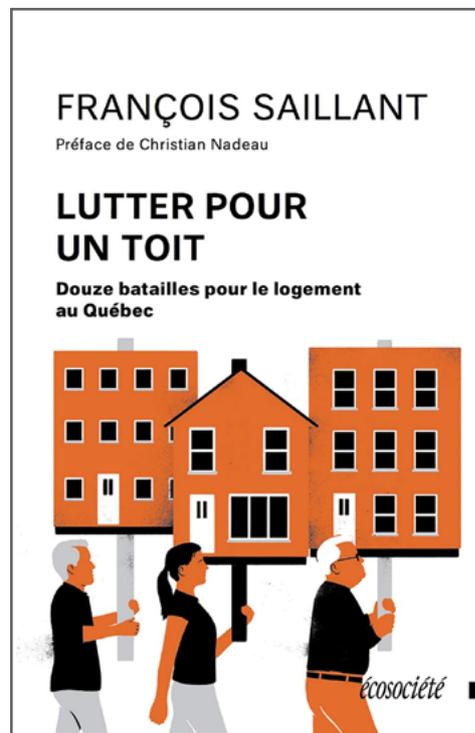




BATAILLES POUR LE LOGEMENT AU QUÉBEC

Lutter pour un toit. Douze batailles pour le logement au Québec
Saillant, François
Écosociété, Montreal, 2018, pp. 203, 16€.

François Saillant a travaillé de 1979 à 2016 pour le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), l'une des principales organisations pour le logement social au Québec. En plus d'avoir signé plusieurs brochures historiques très détaillées pour cette organisation, celui-ci a fait paraître en 2012, *Le radical de velours. Parcours militant*, une autobiographie dans laquelle il revient sur sa trajectoire. Dans son plus récent livre, *Lutter pour un toit. Douze batailles pour le logement au Québec*, Saillant adopte à nouveau une perspective historique, cette fois pour raconter douze luttes concernant le logement qui sont survenues entre 1946 et 2017 au Québec. À travers cet essai, l'auteur montre de manière convaincante que « Lutter sur le front du logement, c'est être engagé dans un combat permanent, un combat qui a ses moments forts comme ses temps morts, ses avancées et ses



reculs, mais qui n'est jamais complètement terminé. » (p. 15)

Formant autant de chapitres, les douze luttes racontées ont été choisies « en raison de leur durée, de leur âpreté ou de l'importance des enjeux qui sont en cause. » (p. 15) Il s'agit donc de conflits locaux se distinguant par leur intensité. Sans surprise, étant donné le lien étroit entre le logement

et le développement urbain, la plupart se sont déroulés dans les principales villes du Québec (Montréal, Québec et Hull). Or, fait intéressant, Saillant opère également un détour par certains centres urbains de plus petite taille (Châteauguay et Val-David), montrant au passage que l'accès au logement demeure un problème sur l'ensemble du territoire québécois. S'appuyant sur une diversité de sources, comprenant des articles de presse, des témoignages ainsi que des documents militants, l'auteur construit un récit cohérent des principales séquences d'événements ayant marqué chaque épisode.

La cause des mobilisations diffère d'un cas à l'autre, mais prend souvent la forme d'une menace initiale pour l'accès au logement des résidents d'un immeuble ou d'un quartier. Par exemple, un nouveau projet de développement immobilier qui nécessite la démolition d'appartements à bas loyer ou une pénurie de logements qui empêche des familles de se trouver un logis adéquat. Devant cette menace, les personnes mobilisées ont recours à un large éventail de tactiques pouvant être classées en quatre catégories : les moyens juridiques (plainte au tribunal administratif du logement, etc.),

les protestations de rue (manifestation, etc.), le lobbying (conférence de presse, etc.) et les actions directes (squat, attaque sur des commerces, etc.). Certains adversaires reviennent régulièrement au fil des épisodes, en premier lieu les propriétaires et les promoteurs immobiliers, mais aussi les autorités publiques, qui sont parfois à l'origine même des projets de développement urbain ou qui jouent le rôle de facilitateur. Dans de plus rares cas, les corps policiers sont également impliqués, principalement lors de squats ou d'occupations.

L'ouvrage revient ainsi sur certains classiques des luttes sociales au Québec : la lutte de Milton Parc à Montréal de la fin des années 1960 au milieu des années 1980 qui a mené à la création du plus grand parc de coopératives d'habitation au Canada; la bataille d'Overdale en 1987 et 1988, symbole de la lutte pour l'accès des locataires à faible revenu au centre-ville de Montréal dans les années 1980; le squat Overdale-Préfontaine organisé en pleine crise du logement à l'été 2001, aussi à Montréal; et le squat de la rue Chevrotière qui s'est tenu l'année suivante à Québec. Saillant fait aussi l'effort d'explorer certains épisodes, peut-être moins connus, mais qui méritent d'être



retracés, comme le mouvement des vétérans squatteurs à la suite de la Deuxième Guerre mondiale de 1946 à 1948 et un campement de sans-logis à Hull en 1983. L'auteur consacre également le dernier chapitre du livre aux luttes anti-gentrification, qui ont fait grand bruit dans les médias depuis le début des années 2000, principalement à Montréal.

La division en courts chapitres d'une quinzaine de pages sur chaque épisode et le style d'écriture très dynamique de Saillant – qui a une formation en journalisme – rendent l'ouvrage très accessible. L'essai plaira à la fois aux militant-e-s plus aguerris-e-s et à un public plus large voulant en apprendre davantage sur les enjeux du logement et l'histoire des mouvements populaires. Pour les lecteur-ice-s moins familier-ère-s avec le Québec, le livre offre également un excellent panorama historique à partir d'exemples concrets de mobilisation.

Plus substantielle que la brève introduction, la conclusion propose une réflexion sur le droit au logement et le droit à la ville et les éléments qui font entrave à leur pleine réalisation. Parmi ceux-ci, Saillant mentionne entre autres la cherté des loyers,

l'insalubrité, le faible pourcentage de logements sociaux, la désresponsabilisation des différents paliers de gouvernement face à l'habitation, l'explosion de la localisation temporaire à des fins touristiques sur des plateformes, telles Airbnb, et enfin, le colonialisme qui maintient les Autochtones dans des conditions de logement déplorables, tant en milieu urbain que sur les terres gouvernementales leur étant réservées. Saillant termine en soulevant avec justesse la contradiction fondamentale entre le logement en tant que droit et le logement en tant que marchandise dans le système capitaliste et l'aggravation de cette contradiction dans le contexte de la financiarisation grandissante du logement à l'échelle mondiale.

La posture de l'auteur est clairement assumée tout au long de l'ouvrage : Saillant ne se dit « ni historien ni urbaniste », mais se présente avant tout comme un « militant engagé » dans les luttes urbaines, plus particulièrement celles reliées à l'habitation (p. 16). En toute transparence, l'auteur précise que son livre « repose sur des faits, vérifiés le plus scrupuleusement possible, mais sans aucune prétention à l'objectivité, d'autant plus [qu'il] a été directement

impliqué dans certaines des luttes qui y sont racontées » (p. 16). C'est donc cette posture politique qui prédomine, mais Saillant est un essayiste consciencieux et méticuleux et offre un récit très fouillé, conjugué à une riche expérience de terrain, ce qui constitue sans contredit l'une des forces du livre.

L'essai témoigne également de la pratique militante de l'auteur, qui a pris l'habitude dans ses écrits d'exercer un certain travail de mémoire, pouvant être considéré comme un acte politique en soi. En replongeant dans le passé, celui-ci diffuse des analyses, des stratégies, des revendications et des tactiques qui ont été utilisées à d'autres périodes, mais qui peuvent permettre aux activistes actuel-le-s d'apprendre des expériences antérieures. Le livre constitue en ce sens un outil de transmission, permettant de faire le pont entre les générations et de construire une forme de trame collective des luttes pour le logement au Québec.

Il aurait pu être intéressant, par ailleurs, d'intégrer des éléments de comparaison entre les épisodes en conclusion ou même d'y consacrer un chapitre en particulier. Bien que l'auteur poursuive un objectif plus descriptif qu'analytique, les douze

luttes relatées auraient en effet fourni un matériau suffisamment riche pour poser certaines questions transversales. Par exemple, pourquoi le squat a été utilisé comme tactique principale dans la moitié des épisodes racontés? Quel rôle ont joué les crises successives qu'a connues le marché de l'habitation à travers le temps dans le déclenchement des luttes? Si le logement est un combat permanent, pourquoi ce combat s'est-il intensifié à certains moments? Enfin, quelle influence ont eu les épisodes recensés sur le cours plus routinier des mobilisations pour le logement au Québec, qui ont tendance à se focaliser sur les mêmes enjeux (logement social, contrôle des loyers, etc.) depuis une quarantaine d'années? Ces questions – et bien d'autres – mériteraient d'être explorées.

L'assemblage de récits ne représente pas moins une précieuse contribution à l'historiographie des luttes relatives au logement au Québec, qui demeurent depuis longtemps sous-documentées. Comme le souligne Christian Nadeau dans une fort belle préface, l'ouvrage a au moins trois vertus : d'abord, il constitue un « témoignage de première main »; ensuite, il montre « toute l'importance d'un mouvement social appuyé par la population



lorsque l'État et les gouvernements échouent à faire respecter les droits »; enfin, il atteste que « le combat pour le logement n'a rien à voir avec une utopie, mais relève de la plus haute nécessité et donne des résultats concrets ». (p. 10) Dans plusieurs cas, la résistance a effectivement eu une influence sur les politiques des divers paliers gouvernementaux (fédéral, provincial et municipal) ou a mené à des réponses matérielles, telle la construction de logements sociaux. À lui seul, le livre constitue donc un appel à se sensibiliser et à se mobiliser, que ce soit pour le logement ou pour d'autres causes, en rappelant la contribution des mouvements populaires à l'édification et à la défense des droits sociaux.

Enfin, à l'heure où le Québec connaît une nouvelle crise du logement, marquée entre autres par le faible taux d'occupation sur le marché locatif dans plusieurs villes et la hausse des valeurs immobilières, l'ouvrage rappelle que les luttes pour le logement demeurent au fondement même de la contestation contre le capitalisme et la marchandisation des conditions minimales de vie. Si historiquement le front du travail a largement été investi à travers l'action syndicale, celui du logement l'a été beaucoup moins, les mobilisa-

tions de plus de quelques centaines de personnes sur ce thème demeurant un fait rare au Québec. Ainsi, malgré l'existence d'une tradition militante, comme le démontre Saillant, la question du logement devra vraisemblablement être saisie par un plus grand nombre d'acteurs, en dehors des figures classiques défendant les plus démunis, pour être véritablement abordée comme une question politique qui structure l'ensemble des rapports sociaux au sein de la société. Comme le mentionne l'auteur en conclusion, « Le combat pour le droit au logement et le droit à la ville va se poursuivre. Bien d'autres chapitres restent à écrire. » (p. 203).

Jean-Vincent Bergeron-Gaudin

Université de Montréal

